

STRASBOURG Colloque Woodchem Du bois dont on fait des plastiques

Des chercheurs du monde entier sont réunis aujourd'hui et demain à Strasbourg pour faire le point sur la chimie du bois et ses applications industrielles. À l'initiative du pôle Fibres qui s'efforce d'ouvrir ce nouveau marché aux entreprises d'Alsace et de Lorraine.

Pas la peine d'aller à l'autre bout du monde pour trouver une alternative aux ressources fossiles. Il y en a ici plein les forêts.

« Le bois est la matière première de demain », affirme Karl Gedda, le directeur général du pôle de compétitivité Fibres Grand Est. La cellulose et les molécules que l'on en extrait servent d'ores et déjà de matière première à l'industrie chimique pour la fabrication de plastiques, de colles, de résines, de peintures et autres matériaux composites destinés à la construction, à l'automobile, ainsi qu'à la cosmétologie, la pharmacie et l'agroalimentaire.

Aujourd'hui, confirme Luc Averous, co-directeur du laboratoire d'ingénierie des polymères pour les hautes technologies (LIPHT) de l'Université de Strasbourg, « on remplace les produits issus du pétrole par d'autres avec de nouvelles propriétés. C'est toute une nouvelle industrie qui est en train de se structurer ».

Faire émerger une filière régionale

Une nouvelle industrie qui constitue, estime le pôle Fibres, une chance pour les entreprises du secteur du bois d'Alsace et de Lorraine. « Notre objectif, précise M. Gedda, est de faire émerger cette filière dans la région, dans une optique d'après-pétrole et de développement des énergies renouvelables, et de les aider à s'y insérer pour leur permettre de stabiliser leurs sites de production ». Le pôle de compétitivité, qui travaille en étroite collaboration avec l'Université de Strasbourg - « qui figure dans le Top 14 mondial de la chimie du végétal », souligne M. Averous - a du coup développé plusieurs outils pour les accompagner dans ce processus. Il a ainsi mis en œuvre le projet Ecoicel, destiné à « aider les industriels à transformer localement » leurs coproduits « pour leur permettre de garder la valeur ajoutée », explique M. Gedda. Il s'agit, très concrètement, d'organi-



Luc Averous : « On remplace les produits issus du pétrole par d'autres », d'origine végétale. PHOTO ARCHIVES DNA

ser une filière régionale de chimie issue du bois, en incitant les entreprises du massif à valoriser les molécules aux propriétés parfois très recherchées contenues dans les écorces, les fibres ou encore les nœuds. Déjà, constate le directeur général du pôle, « les papeteries et des scieries commencent à s'y intéresser » et les premiers projets de bioraffineries commencent à émerger.

Pour les accompagner, précise-t-il, le pôle Fibres envisage d'ailleurs de « créer une antenne commerciale à tous les industriels » dont la mission consisterait à commercialiser les molécules en question auprès de l'industrie chimique et des industriels « qui, aujourd'hui, tiennent tous à montrer que leurs produits sont biosourcés », relève M. Averous. Parallèlement, Fibres Grand Est s'attache tous les deux ans à faire le point sur les dernières avancées de la chimie du bois, tant en matière de recherche que d'applications industrielles. C'est l'objet du colloque Woodchem dont la première édition a eu lieu il y a deux ans à Épinal. La seconde débute aujourd'hui à Strasbourg, dans les locaux de l'école européenne de chimie, polymères et matériaux de Strasbourg. Particularité de ce rendez-vous très pointu, qui réunira les plus grands spécialistes mondiaux de la chimie verte : il ne sera pas fréquenté seulement par des scientifiques. 40 % des 130 inscrits sont des industriels. Cela témoigne, relève le pôle de compétitivité lorrain et alsacien, de l'importance de l'enjeu économique que représente cette nouvelle ressource.

ODILE WEISS

» www.woodchem.fr

MULHOUSE Manurhin Un accord en vue

Manurhin (MNR Group) annonce la convocation pour le 21 décembre prochain à Mulhouse de ses assemblées générales extraordinaires et ordinaires. À l'ordre du jour de cette réunion, plusieurs points comme la délégation faite au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social, le changement de mode d'administration et de direction de la société avec institution d'un directeur et d'un conseil de surveillance, la modification des statuts de la société. Selon une source proche du dossier, la publication de cette annonce légale obligatoire indique que Manurhin doit aboutir tout prochainement à un accord avec les investisseurs : les inves-

tisseurs publics comme la Sofired et Nexter, la Sodiv, outil régional de financement, le slovaque Delta Defence, Rémy Thannberger, actuel président, ainsi que l'équipe de management. Cet accord est attendu depuis l'été et semblait acquis après les assurances données par le chef de l'État, mais il a tardé à se mettre en place. Ces délais ont fragilisé l'entreprise prise dans un étau, entre un carnet de commandes pour les quatre prochaines années et des fonds propres quasiment épuisés. Mais il reste encore une étape à franchir : l'étape bancaire. Un recul des banques pourrait encore faire capoter l'issue heureuse du dossier.

F.Z.

AUTOMOBILE Peugeot Chômage partiel renforcé à Mulhouse

Les usines PSA Peugeot Citroën de Sochaux et Mulhouse vont connaître respectivement 5 et 8 jours de chômage partiel en décembre afin de réduire les stocks de véhicules, a-t-on appris hier. Ces mesures, annoncées en comité d'établissement, toucheront 4 000 personnes à Sochaux et 1 500 à Mulhouse, ont précisé

les porte-parole des deux directions. Pour janvier, une seule journée de chômage est envisagée à Mulhouse et aucune à Sochaux à ce jour. Ces mesures sont motivées par un besoin d'ajustement des stocks de Peugeot 206 +, 308, 3008 et 5008, ainsi que de Citroën DS5, sur un marché automobile atone.

RTE 05

HAGUENAU Mars envisage d'investir 45 millions d'euros

Petites billes, grands espoirs

La patronne française du FMI à Washington est l'involontaire véhicule de la révélation d'un très important projet d'investissement de Mars Chocolat France à Haguenau. Plusieurs dizaines d'emplois pourraient en découler.

Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international à Washington, a eu la primeur de l'info. En raison d'un péché très véniel : sa gourmandise. Ou, plus exactement, une révélation sur la friandise légale qui lui permet de tenir durant les interminables sommets-marathons des grands de ce monde auxquels elle est astreinte depuis ses débuts à Bercy. C'est en effet parce qu'elle a révéélé dans un entretien très « people » à Paris Match (n° 3262 du 24 novembre) sa préférence pour les M & M's, les fameuses billes de chocolat du groupe Mars produites notamment à Haguenau, que le PDG de Mars Chocolat France Thierry Gaillard s'est fendu d'une lettre reconnaissante.

L'industriel ne se contente pas d'exprimer sa gratitude. Il la prouve deux fois. D'abord en expédiant à Washington, au 1900 Pennsylvania Avenue, un échantillon en avant-première d'une nouvelle petite bille « intense » au chocolat noir. Elle ne sera commercialisée en France qu'en janvier. Ensuite, et c'est cette information qui intéresse le plus, il explique à Christine Lagarde que Mars envisage d'investir 45 millions d'euros à Haguenau pour « étendre significativement notre capacité de production de M & M's en France ». La filiale française attend un ultime feu vert de la direction du groupe. Mais plusieurs signaux, côté administratif, indiquent que la direction est très confian-

te. Il est vrai que l'unité alsacienne a plusieurs fois prouvé son aptitude à répondre « présent » aux projets du groupe. Arbitrage définitif d'ici quelques mois.

« Un vrai message d'optimisme qui va à contre-courant de la morosité économique »

Le patron de Mars Chocolat France souligne sa présence de trente ans en Alsace et le sérieux avec lequel l'entreprise assume son « rôle d'acteur social, surtout en ces temps de crise ». M. Gaillard va jusqu'à préciser que sa division a embauché cette année « 85 promoteurs des ventes, avec une forte volonté de favoriser l'emploi des seniors ». Fort de ses deux unités de Haguenau et Steinbourg (barres glacées), Mars Chocolat fait travailler près de 1 200 personnes en Alsace et affiche une solide croissance moyenne de 5,5 % par an. Suivi depuis des mois par l'agence de développement du Bas-Rhin, qui ne communique pas sur ce sujet, le projet de Mars semble très mûre dans sa conception. Le directeur de l'entreprise n'hésite pas à mouiller sa chemise : « L'engagement du groupe Mars Inc., 4^e opérateur mondial de l'agroalimentaire, à encourager notre développement représente pour nous un



Les fameux M & M's personnalisés, spécialité de Mars Haguenau. PHOTO ARCHIVES DNA

vrai message d'optimisme qui va à contre-courant de la morosité économique et sociale actuelle ». As du marketing, Mars a eu la baraka cette année. Outre la révélation des petits secrets de Mme Lagarde, la marque bénéficie

(au cinéma!) d'une très courte mais très efficace réplique d'Omar Sy (« Pas de bras, pas de chocolat ! ») dans le fameux blockbuster des salles obscures, « Intouchables » d'Éric Toledano. ■

ANTOINE LATHAM

STRASBOURG Nouvelles technologies

Paiement sans contact : les téléphones Cityzi sont là

L'écosystème du paiement mobile sans contact (avec un téléphone aux normes NFC) se met petit à petit en place à Strasbourg, pour le stationnement et dans les commerces.

Les boutiques Orange de Strasbourg vendent désormais six téléphones aux normes NFC, une technologie qui permet le paiement sans contact par simple présentation de l'appareil devant un terminal dans un commerce. La gamme montera à huit appareils d'ici la fin de l'année. Dans les agences du Crédit mutuel, (Nri Mobile), quatre téléphones NFC seront à la vente d'ici la fin de l'année. L'offre de téléphones aux normes NFC est imminente dans les boutiques strasbourgeoises de SFR et Bouygues Telecom.

Les cartes sans contact du Crédit mutuel ont été utilisées 42 000 fois en cinq mois

C'est une évidence, pour que les services mobiles sans contact puissent prospérer, il faut des téléphones en vente.



Le téléphone aux normes NFC acheté, il faut encore le faire enregistrer par sa banque avant de pouvoir l'utiliser pour des paiements sans contact. PHOTO DNA

C'est fait. Parallèlement, il faut proposer des services... Depuis la mi-novembre, le paiement sans contact est possible sur 17 horodateurs du centre-ville à Strasbourg. On en comptera une centaine à la fin de l'année. Quel que soit l'opérateur, les téléphones aux normes NFC, seuls à permettre le paiement

sans contact (les Nokia et les iPhone n'en font pas encore partie), sont tous vendus sous la marque Cityzi.

« Nous espérons mettre 160 000 à 200 000 mobiles Cityzi sur le marché d'ici la fin de l'année, 1,5 million d'ici à un an », confiait hier matin Jean-Gabriel Lett, directeur régional

d'Orange. Banques et opérateurs doivent maintenant miser sur l'engagement du public, troisième condition à remplir pour faire vivre l'écosystème des services mobiles sans contact.

Le Crédit mutuel, qui a diffusé dans le Bas-Rhin quelque 130 000 cartes de crédit permettant le paiement sans contact par simple effleurement, comme pour les téléphones, a compté 42 000 transactions faites selon cette procédure, de juin à octobre.

BNP Paribas diffuse aussi des cartes sans contact et équipe ses clients commerçants de terminaux, en ce moment même à Strasbourg. La banque a noué un partenariat avec Orange pour vendre les offres téléphones Cityzi.

La prochaine étape, a confié hier matin Claude Graebling, vice-président de la CUS, est de faire entrer la CTS dans l'univers du paiement mobile sans contact. Ce ne sera pas une mince affaire, il y a des obstacles techniques à surmonter. Mais cela devrait se faire dès 2012. ■

CHRISTIAN BACH